economiesuisse

Les Suisses sécurisent le maintien de notre pays dans Schengen/Dublin

Les citoyens suisses se sont prononcés à une large majorité en faveur d'une augmentation de la contribution à Frontex, l'agence européenne de garde-côtes et de garde-frontières. Pour economiesuisse, ce résultat constitue une étape importante. En effet, le maintien de la Suisse dans les accords de Schengen et de Dublin, décisifs pour l'économie et la sécurité, est ainsi assuré. economiesuisse déplore par contre l'acceptation de la loi sur le cinéma. La faîtière de l'économie considère qu'éliminer la concurrence par le subventionnement forcé de certaines offres et privilégier des productions européennes envoie un mauvais signal.

Ces derniers mois et semaines, economiesuisse a mené une campagne engagée «Frontex-Schengen OUI» dans tout le pays, en partenariat avec les partis bourgeois ainsi qu'une alliance issue du secteur touristique. Étant donné que le développement de Frontex constitue un développement de l'acquis de Schengen, la Suisse est en effet tenue, en tant que membre associé, d'apporter sa contribution à la sécurité en Europe. Aux yeux de Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse, les enjeux sont clairs: «La participation de la Suisse à Schengen revêt une grande importance pour la sécurité, l'économie et en particulier pour le tourisme et les activités connexes.» En continuant à participer à Frontex, la Suisse peut œuvrer activement à l'amélioration du travail de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes et au respect des droits fondamentaux des réfugiés aux frontières extérieures. Mais c'est aussi l'occasion de tirer à nouveau à la même corde avec l'UE. Il s'agit maintenant de poursuivre la politique européenne constructive de la Suisse et le Conseil fédéral doit s'efforcer de débloquer le plus rapidement possible la situation.

L'acceptation de la loi sur le cinéma est regrettable. Les services de streaming internationaux tels que Netflix ou Disney+, mais aussi les entreprises suisses proposant des offres en ligne devront à l'avenir investir dans la production cinématographique suisse 4% au moins des recettes brutes réalisées ici. economiesuisse considère qu'éliminer la concurrence par le subventionnement forcé de certaines offres et privilégier des productions européennes envoie un mauvais signal.